GABON 17

Madame la Présidente,

Distingués Délégués,

Mesdames, Messieurs,

J'exprime ici la reconnaissance du peuple gabonais à celui du Mexique, pour tous les efforts déployés par le Président CALDERON et son gouvernement depuis la dernière conférence de Copenhague pour faire de cette Conference des Parties un succès.

Succès cependant déjà condamné à ne pas voir le jour, à en croire les orateurs qui m'ont précédé.

La preuve que la gravité de la situation, reconnue par tous et démontrée par les scientifiques du GIEC, de même que la détermination de certains ne suffisent plus à ramener la raison sur la scène internationale, ne suffisent plus à faire taire les égoïsmes.

Doit-on laisser encore longtemps, s'exercer le diktat de ce qui ne veulent pas avancer, cette minorité qui se nourrit de la détresse de milliards d'êtres humains qui souffrent déjà des conséquences du Changement climatique, et réduite à écouter le silence des promesses, de transfert de technologies ou de financement qui permettraient d'adapter les populations et les territoires aux problèmes que le dérèglement climatique provoque.

Madame la Présidente,

Nous devons faire face à nos responsabilités, tout comme l'ont fait avant nous ceux qui nous ont précédés sur cette planète. Eux ne savaient pas que le développement tel qu'ils l'avaient conçu aurait des conséquences aussi importante sur le climat.

Contrairement à nos aînés, nous, nous le savons. Et c'est cela qui nous a amené, il y a près de vingt ans, à prendre la décision d'engager nos pays à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique et à adopter par la suite le Protocole de Kyoto.

Cependant, tout laisse croire aujourd'hui, que face à cet enjeu international singulier, cette détermination et cette lucidité semblent bien lointaines, au regard des difficultés que nous éprouvons à trouver les modalités de la prochaine période d'engagement, post 2012.

Faudrait-il désormais ajouter au fléau du Changement climatique celui de l'inaction ?

Si oui, cette situation deviendrait rapidement intolérable et inacceptable par les populations qui nous regardent,

d'une part, celles qui souffrent en silence de la pauvreté qui s'accroit jour après jour à cause des conséquences du changement climatique, et,

d'autre part par celles qui souffrent de voir leur dirigeants ne pas vouloir assumer leur responsabilité historique.

Madame la Présidente,

Distingués délégués,

Il y a urgence à agir face à cet enjeu planétaire, qui est devenu, qu'on le veuille ou non, le prisme au travers duquel doit s'envisager l'avenir.

Agir ensemble, Agir dans la solidarité comme le proposait à Copenhague le Président ALI BONGO ONDIMBA, agir afin de proposer aux générations actuelles et futures un véritable projet de développement à faible émission de carbone.

Pour sa part, mon pays, le GABON s'est résolument engagé à assumer sa responsabilité. Quelques exemples pour illustrer mon propos.

Près de 60% du domaine forestier permanent au Gabon sont mis aujourd'hui à contribution dans la lutte contre la déforestation, en termes d'aires protégées et de concessions forestières sous aménagement durable qui comporte des règle très strictes.

Ces efforts se traduisent actuellement par un taux de déforestation des plus bas au monde.

En effet, une étude en cours, dont les résultats portent sur un tiers du territoire, montre que le taux de déforestation au Gabon a diminué entre 1990 et 2010, pour s'établir aux alentours de 0,011%.

De même, depuis le mois d'avril 2010, le Gouvernement gabonais a décidé d'interdire l'exportation des grumes. Car, nous sommes persuadés que la transformation de notre bois sur place permettra, non seulement d'accroitre les revenus tirés de cette ressource et de créer davantage d'emplois dans ce secteur, mais aussi de diminuer les prélèvements dans nos forêts.

Des actions similaires sont prises dans d'autres secteurs. Par exemple, nous sommes en train de mettre en œuvre un programme ambitieux de développement de l'énergie hydroélectrique pour remplacer celle issue de combustibles fossiles, et ce, malgré le fait que nous soyons un pays pétrolier.

Vous aurait certes compris que mon pays n'a pas fait le choix de la facilité, mais nous restons persuadés que nous avons fait le choix d'un développement durable.

Aussi, permettez-moi de vous dire, au regard de ce qui précède, que les populations gabonaises ne comprendraient pas que les pays développés, qui sont historiquement responsables de ce changement climatique, et des conséquences qui en découlent, ne prennent pas d'engagements ici à Cancun.

Madame la Présidente,

Distingués délégués,

Les nombreuses victimes du Changements climatiques se réfugieront dans les pays où ils trouveront les ressources pour survivre. Aucun mur, aucun océan, aucune armée ne les arrêtera. C'est la raison pour laquelle, il faut que les uns et les autres comprennent que la lutte contre les changements climatiques est d'abord, et avant tout , liée à la lutte contre la pauvreté.

C'est pourquoi la REDD plus ne se gagnera pas en érigeant des murs autour des forêts, mais en apportant des solutions économiques, sociales et technologiques alternatives aux causes réelles de la déforestation, par le développement d'une agriculture plus performante, par l'utilisation d'énergies autres que le bois pour les ménages, par l'aménagement plus adapté de nos territoires et j'en passe..., en un mot, par l'intégration impérative de la problématique Climat dans nos stratégies de développement.

Les projets, ici et là, les projets pilotes, c'est bien,

l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies globales et robustes, c'est encore mieux pour assurer la durabilité des solutions.

Madame la présidente,

Distingués Délégués,

Le jour où la communauté internationale décidera de la création des casques verts pour protéger la Nature, alors il faudra comprendre que nous aurons échoué dans le combat qui nous réunit encore aujourd'hui.

C'est pourquoi, j'exhorte que des décisions soient prises ici à CANCUN afin de faciliter la finalisation d'un accord global, ambitieux et contraignant à Durban.

Je vous remercie.